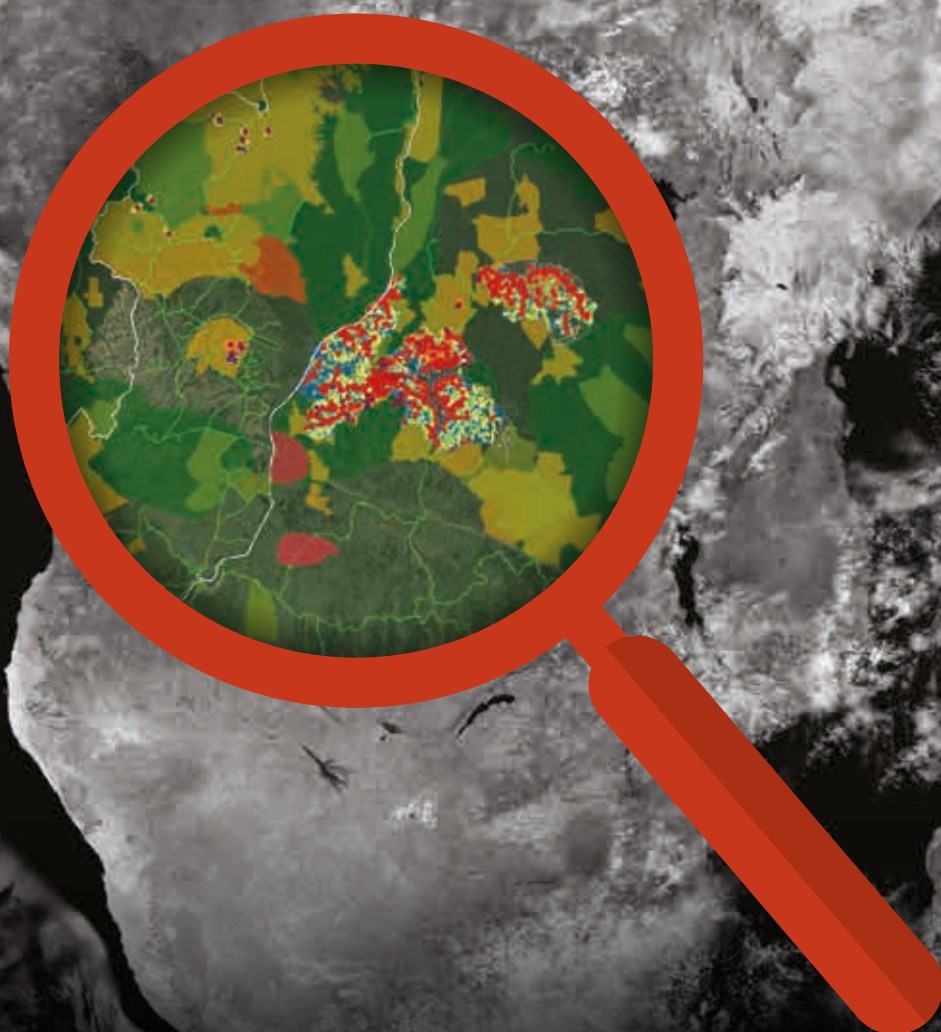


« MAPPING FOR
RIGHTS » : METTRE
LES COMMUNAUTÉS
FORESTIÈRES SUR
LA CARTE



1. RÉSUMÉ

MappingforRights est un projet de la RFUK et d'organisations de la société civile du Bassin du Congo. Le but de ce projet est, littéralement, de cartographier les communautés forestières. Depuis son lancement en 2011, plus d'un millier de communautés ont pu cartographier et partager de nombreuses informations géographiques très détaillées sur leurs terres et leurs ressources, pour faire en sorte que ceux qui en dépendent le plus ne soient pas exclus des décisions prises sur la gestion des forêts.

Cette série de courtes notes d'information s'intéresse de manière plus approfondie aux cartographies de certaines communautés et analyse les répercussions plus larges sur un certain nombre de politiques et programmes forestiers mis en œuvre dans la région. Cette note d'information introductive expose les causes profondes des conflits liés à la terre dans les forêts d'Afrique centrale. Elle explique également les interventions de MappingForRights pour résoudre ces problèmes et démontre la nécessité de telles initiatives pour une gestion durable et efficace des forêts.

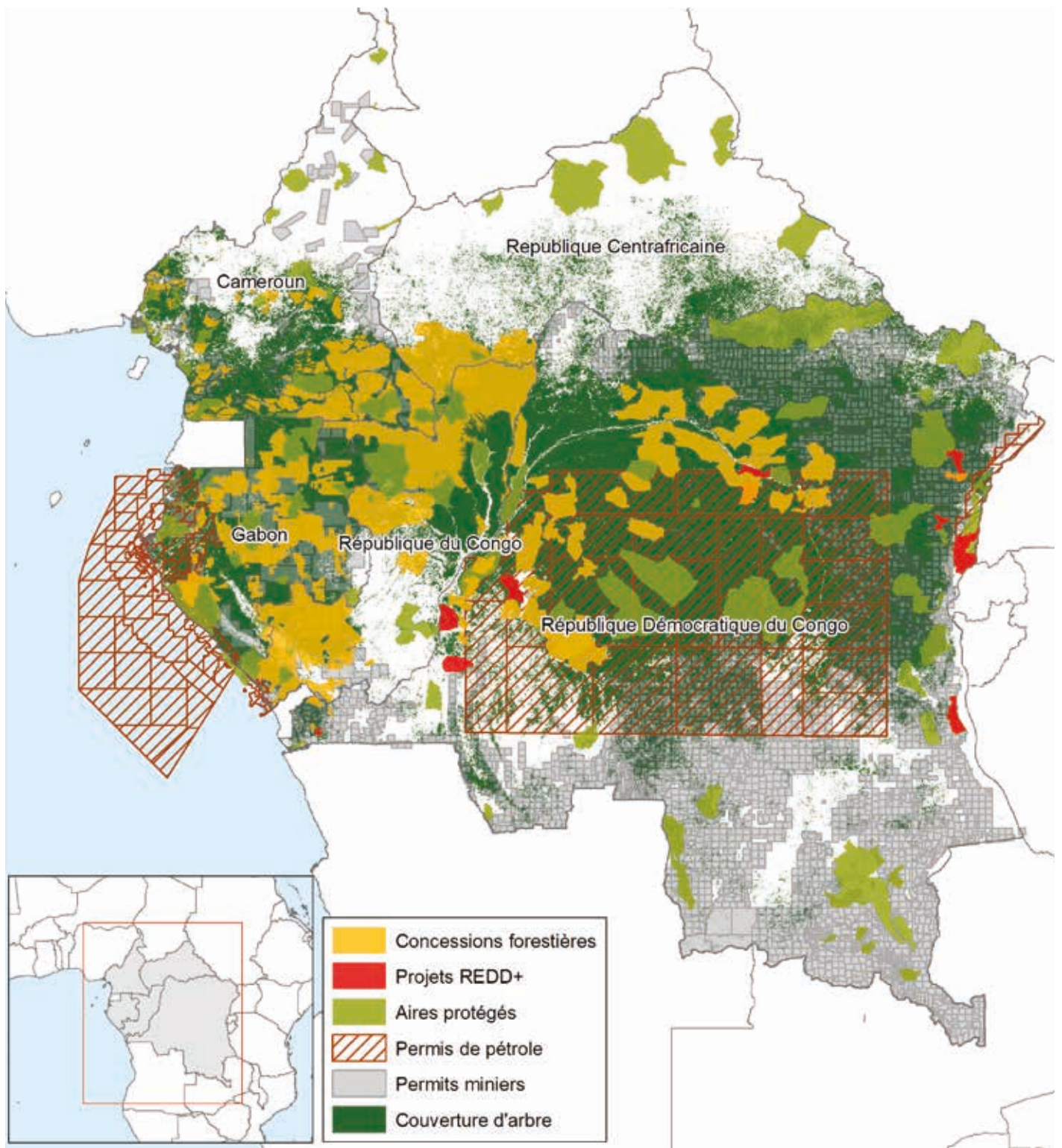
2. CONTEXTE HISTORIQUE DES FORÊTS ET DES DROITS FONCIERS DANS LE BASSIN DU CONGO

Etant donné que l'Etat est soit le propriétaire (RDC, RCA), soit le gardien (Congo, Cameroun, Gabon) de la quasi-totalité du territoire du Bassin du Congo, les communautés forestières ont largement été absentes des données géographiques officielles des gouvernements. Pour cette raison, des milliers de communautés ont vu leurs terres traditionnelles allouées à des industries extractives et pour la préservation de la biodiversité et, progressivement, pour l'agriculture commerciale. Ces politiques ont fait des communautés des squatteurs sur leurs propres terres, ou les ont laissées totalement dépourvues de terres, et n'ont donc pas apporté la création de richesses ou les avantages environnementaux attendus dans les zones forestières.

Ces dernières années, il est de plus en plus admis que la reconnaissance des droits et du rôle des peuples forestiers dans la gestion des forêts est essentielle pour éviter les conflits et assurer ainsi une croissance stable et durable. Les normes internationalement reconnues – sur les droits des communautés, le concept du consentement libre, informé et préalable (CLIP), les droits de l'homme – sont, depuis quelques années, de plus en plus présents dans les politiques des bailleurs internationaux, des grandes agences de conservation et des ministères nationaux en charge des forêts.

Cependant, dans la pratique, il a été jusqu'à présent très compliqué de transformer la politique théorique en action concrète. En effet, il existe une résistance profonde aux approches de la gestion forestière basée sur les droits. Mais aussi, la faiblesse des institutions gouvernementales dans la surveillance et le renforcement des lois ainsi qu'une perception de coûts élevés de documentation des droits coutumiers et des utilisations forestières à grande échelle font que la plupart des décisions sur les forêts continuent à être prises en dépit des communautés qui y vivent et qui en dépendent.

CARTE 1 - ATTRIBUTION DES TERRES DANS LE BASSIN DU CONGO



Les attributions à grande échelle aux exploitations forestières, aux industries extractives et aux aires protégées n'ont généralement pas délivré les avantages économiques, sociaux et environnementaux attendus dans les zones forestières. Elles empiètent sur les zones sous propriété foncière traditionnelle, ce qui résulte en un conflit territorial généralisé au niveau des ressources, et les responsables politiques se rendent de plus en plus compte que de nouvelles approches de gestion des terres et des forêts sont nécessaires. Source: MappingForRights, WRI

3. MappingForRights – CARTOGRAPHIER LES COMMUNAUTÉS

MappingForRights vise à faire évoluer la situation à travers la simplification du processus de cartographie participative des forêts et à rendre les données collectées sur la présence des communautés, sur leurs revendications et sur l'exploitation de ces régions facilement accessibles aux dirigeants.

Au niveau du village, les communautés cartographient leurs terres grâce à une méthodologie spécifique, qui permet d'assurer une participation efficace au processus de cartographie développé sur la base de plus de 15 années d'expérience dans ce domaine. Les cartographes sont équipés de technologies abordables et facilement utilisables, qui leur permettent de répertorier des caractéristiques géographiques qui sont importantes à leurs yeux telles que les délimitations du territoire d'un clan, des zones de pêche ou des sites sacrés. La mobilisation d'équipes mobiles de cartographie (équipes de facilitateurs en cartographie et de techniciens en SIG d'organisations de la société civile) vient soutenir le processus par le biais d'une assistante technique de proximité au sein des villages.

Ces avancées ont permis de mieux adapter le processus de cartographie participative aux besoins locaux, et ont aussi permis de réduire les coûts à tel point qu'il est maintenant possible d'avoir recours à la cartographie participative des forêts pour moins d'1 US\$ par hectare. Depuis 2013, le programme a soutenu près de 1000 communautés dans la création de cartes extrêmement précises sur leurs terres et leurs ressources, couvrant ainsi plus de cinq millions d'hectares (l'équivalent d'une zone faisant environ un quart de la taille de la Grande-Bretagne).



L'utilisation des applications basées sur des icônes permet même à ceux qui ne savent ni lire ni écrire de produire des cartes qui reflètent plus fidèlement et complètement les intérêts de la communauté.

CARTE 2



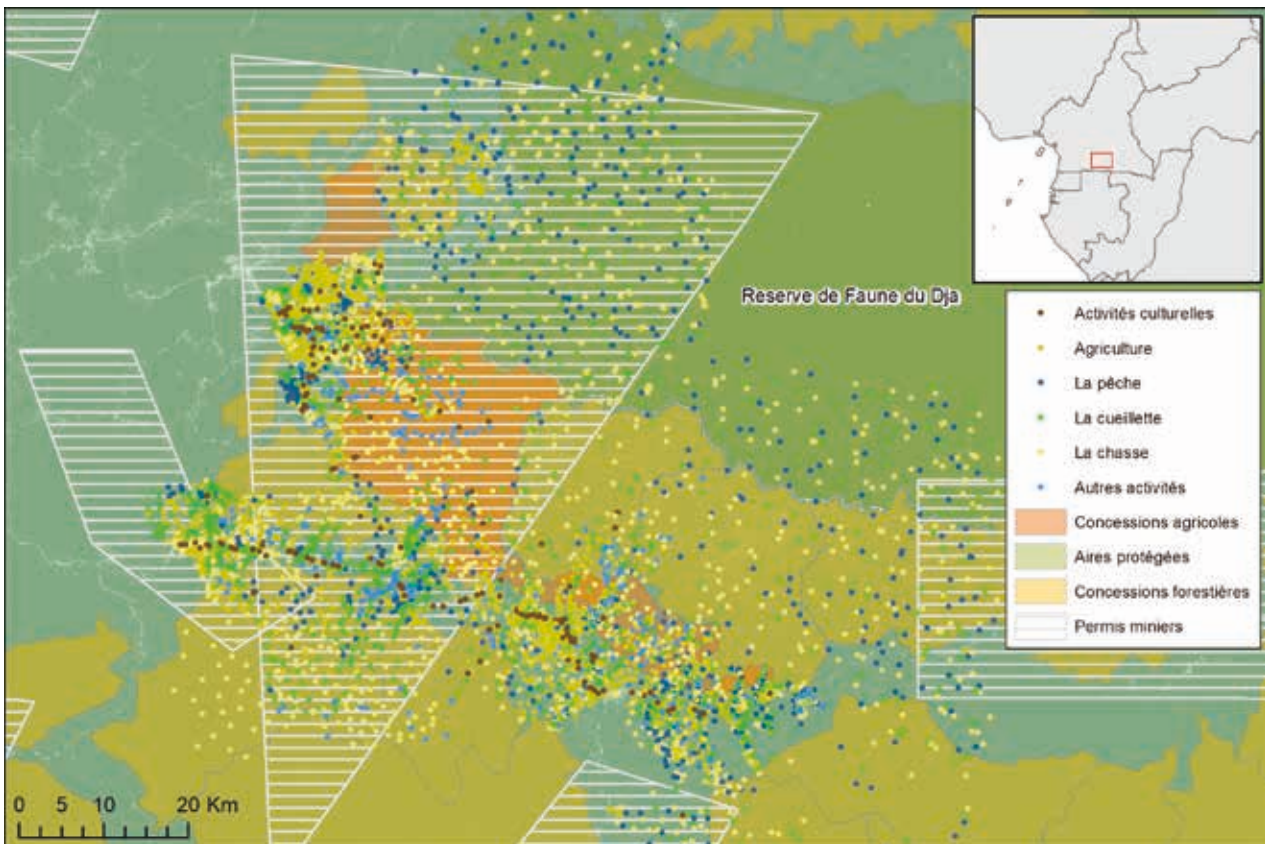
Exemple de cartographie participative en RDC occidentale. Cette carte montre le fonctionnement des droits coutumiers claniques. Ceux-ci fonctionnent de manière contiguë sur la zone cartographiée et sont généralement bien définis et compris localement, même s'ils n'ont pas encore été officiellement reconnus. Cela fournit une vision alternative de la gestion forestière des exploitations forestières et au paradigme de la stricte conservation de la nature de ces dernières décennies. Source: MappingForRights.



Une fois validée par la communauté et son voisinage, la carte participative est rendue accessible aux utilisateurs autorisés via une base de données interactive en ligne. Les résultats fournissent des renseignements importants sur les revendications coutumières et les usages de la forêt, mais aussi montrent les zones où des conflits pourraient potentiellement avoir lieu avec d'autres utilisateurs des terres comme les exploitations forestières, les projets de REDD+ et les aires protégées. Ce travail remet non seulement en question les suppositions établies selon lesquelles les forêts ne sont, pour la plupart, que des régions sauvages inhabitées, et donc disponibles pour l'extraction de ressources et la conservation stricte de la nature, mais il a aussi de profondes implications dans la gouvernance des forêts.

Une approche participative permet de mieux engager de divers groupes dans la communauté et permet d'obtenir une vue plus précise et complète de l'utilisation des ressources par toute la communauté.

CARTE 3



Cette carte illustre le chevauchement des utilisations des terres dans le sud du Cameroun. Elle montre les ressources utilisées par les communautés locales par rapport aux autres désignations de terres, telles que des concessions forestières, des concessions agricoles et la Réserve de Faune du Dja. Ces chevauchements sont courants dans le bassin du Congo et illustrent le besoin de recueillir des données fiables et d'une planification efficace de l'utilisation des terres.

Dans cette série de notes d'information, nous nous intéressons de près aux données collectées jusqu'à présent par le programme MappingForRights – nous étudions également les répercussions sur plusieurs processus de réformes et de programmes dans la région ; nous regardons ce qui est dit sur les lois et les politiques existantes pour la protection des communautés qui n'auraient pas été appliquées ou qui nécessiteraient des réformes ; mais aussi, de quelle manière ce type d'outils et d'approches pourraient être utilisés pour promouvoir une gestion plus équitable et plus durable des forêts à l'avenir. Les problématiques étudiées sont les suivantes :

REDD+ et Mai Ndombe. L'ampleur des fortes implications de la cartographie foncière et des ressources forestières sur le programme phare juridictionnel REDD+ dans la province de Mai Ndombe, surtout en matière de droits fonciers et de propriété du carbone, de gestion du territoire et de répartition des bénéfices qui résulteraient d'activités de réduction des émissions.

Aires protégées. De quelle manière les cartes participatives révèlent de graves lacunes dans le traitement des droits fonciers et des ressources dans la création et la gestion des aires protégées, ce qui contribue à des relations souvent conflictuelles entre les peuples autochtones et les parcs à de nombreux endroits. Cette note d'information montre de quelle manière la cartographie participative

devrait être incorporée à des modalités de gestion déjà existantes, ou servir de base à des modèles plus progressistes comme les aires protégées de patrimoine autochtone et communautaire (APAC – ICCA en anglais).

Les forêts communautaires. Il existe un consensus de plus en plus important sur les bénéfices sociaux et environnementaux liés à la gestion forestière communautaire. Cependant, de trop nombreux modèles de forêts communautaires échouent car ils ne sont pas bien adaptés aux contextes locaux. En RDC, une cartographie détaillée des systèmes de tenure foncière coutumière et de gestion forestière constitue un point de départ logique pour certains des premiers projets pilotes du pays, avec déjà quelques signes prometteurs.

Planification participative de l'utilisation des terres.

Même s'il existe un consentement général sur la nécessité d'une planification participative de l'utilisation des terres dans les zones forestières du Bassin du Congo, ce consentement est moindre lorsqu'il s'agit de la méthode pour mettre cela en pratique. Cette note d'information étudie la manière dont la cartographie participative propose une planification des terres innovante, et met en évidence certains enseignements clés tirés des projets pilotes dans le sud-ouest du Cameroun, ainsi que dans les provinces du Maniema et de l'Equateur en RDC.

Le moratoire sur les exploitations forestières.

Les cartes communautaires élaborées dans différentes parties de la RDC montrent que tout processus qui considère une levée potentielle du moratoire national sur les exploitations forestières

du pays doit tout d'abord fournir une documentation méticuleuse et une évaluation approfondie des droits coutumiers dans les forêts pour éviter de futurs conflits dans ces zones.

L'expansion de l'industrie agroalimentaire.

L'expansion de l'agriculture commerciale dans le Bassin du Congo met en danger aussi bien les forêts que les populations. Diverses initiatives de cartographie des sites de plantations potentiels ont été menées dans le but de considérer l'industrie agroalimentaire dans les forêts. Cependant, beaucoup moins d'attention a été accordée aux impacts sociaux potentiels. Les cartographies participatives menées au Cameroun et ailleurs dans le monde montrent que les effets se font déjà ressentir, ce qui souligne la nécessité d'apporter plus de réponses fermes pour traiter ces menaces.



Note importante : l'absence de présence communautaire, de droits fonciers des communautés ou des moyens de subsistance communautaires dans certaines cartes dans cette série de MappingForRights ne signifie pas qu'ils n'existent pas dans cette zone. En raison des limitations de ressources, le travail de cartographie de la RFUK n'a été mené que dans certaines zones sélectionnées. Pour cette raison, la cartographie mise à disposition devrait être considérée comme une indication sur les lieux des activités communautaires, et non comme une indication sur les lieux où elles sont inexistantes.

APPUYÉ PAR :

Cette recherche a été financée par UK Aid, l'agence d'aide du gouvernement britannique, cependant les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement le point de vue du gouvernement du Royaume-Uni.



La Rainforest Foundation UK souhaite également remercier la Fondation Anthony Rae pour son généreux soutien.

Les données de cartographie communautaire présentées dans cette briefing ont été recueillies dans le cadre de la programme Cartographie et Gouvernance Forestière (2012 - 2017) avec le soutien de :



Certaines données pour le Cameroun ont été collectées par Le Centre pour le Développement et l'Environnement (CED). Certaines données pour la RDC ont été collectées par le Réseau Ressources Naturelles (RRN).

R **RAINFOREST**
FOUNDATION UK
SECURING LANDS, SUSTAINING LIVES

2-4 The Atelier, The Old Dairy Court,
17 Crouch Hill, London, N4 4AP,
United Kingdom
+44 (0) 20 7485 0193
info@rainforestuk.org

Rainforestfoundationuk.org
twitter.com/RFUK – @RFUK

Imprimé sur du papier 100% recyclé
post-consommation
